

Une grève contrastée

Bien que ses enjeux nous concernent tous, la grève des 13 ou 15 mai a été inégalement suivie.

Nous sommes tous et toutes concernés par l'un ou plusieurs des motifs de grève : restrictions budgétaires, non parution des postes susceptibles d'être vacants, collègues de droit local en souffrance, détachements limités dans le temps, suppression de postes, privatisation à marche forcée du réseau...

Pourtant, la participation, sans être mauvaise, n'a pas été à la hauteur de la situation. Est-ce à dire que nous sommes inconscients et indifférents ?

Bien sûr que non.

Mais nous sommes ancrés dans **un établissement**, dans **un contexte local**. C'est celui auquel nous pensons et qui pèse sur nous : les examens approchent, nous ne pouvons négliger les élèves. Il est question d'installer des caméras jusque dans les classes et nous sommes inquiets. Les réunions se multiplient, s'accumulent, se superposent et nous ne savons plus où donner de la tête. Il arrive alors que nous fassions grève pour une autre raison que celles du préavis : pour **souffler** et parvenir à finir l'année.

Et puis, il est difficile d'avoir l'esprit réseau quand son identité se délite. Quand on a la sensation, avec la multiplication des établissements et les homologations à tout va, d'assister à un suicide de l'AEFE. À tel point que certains ne parlent déjà plus du « label » mais de la « marque » AEFE. L'AEFE n'assurerait plus le rayonnement de la France et sa politique d'influence : elle s'inscrirait désormais dans le marché de l'enseignement.

Le Sgen-CFDT de l'étranger continue d'agir à ces deux niveaux : **accompagnement** des collègues dans leur quotidien et **participation** aux instances de l'Agence pour **influer** sur sa politique.